

Afrique du Sud

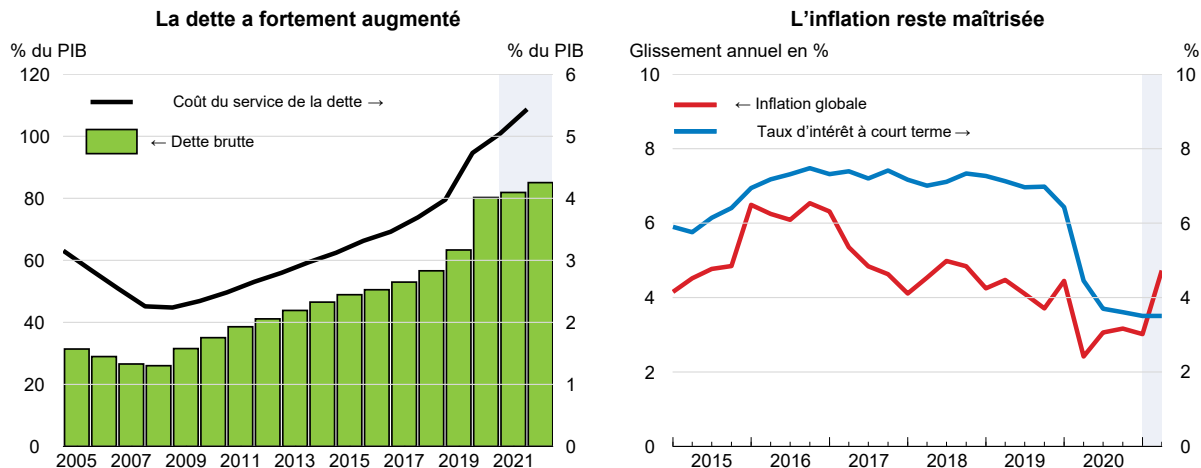
L'économie devrait rebondir et enregistrer une croissance de 3.8 % en 2021, puis de 2.5 % en 2022. Après s'être nettement redressée fin 2020, l'activité a été freinée au premier semestre 2021 par une deuxième vague épidémique prolongée. La croissance devrait cependant repartir au second semestre, tirée par la demande intérieure et les exportations de produits de base. La consommation des ménages contribuera fortement à la croissance à la faveur de la réouverture de l'économie et de la libération, du moins partielle, de l'épargne exceptionnelle accumulée en 2020. L'investissement privé s'améliorera progressivement.

L'inflation augmente mais restera inférieure à l'objectif de la Banque centrale de l'Afrique du Sud, permettant aux autorités monétaire de maintenir les taux d'intérêts directeurs à leurs niveaux actuels jusqu'à la fin 2021. La politique budgétaire restera contenue afin de limiter l'augmentation de la dette. La mise en œuvre des projets gouvernementaux d'investissement en infrastructures étant cependant nécessaire pour accroître le potentiel de croissance, il faudra mieux hiérarchiser les dépenses. L'ouverture du marché de la production d'électricité sera essentielle pour mettre un terme aux goulots d'étranglement et restaurer la confiance.

La propagation du virus a ralenti

La propagation du virus a nettement ralenti depuis le pic de la troisième vague à la mi-janvier. En février, la première phase de la campagne vaccinale a été lancée, ciblant plus de 1.5 million de professionnels de santé. À la mi-mai, quelque 400 000 personnes, soit moins d'un pour cent de la population, avaient été vaccinées. Le déploiement de la campagne de vaccination a démarré lentement en raison de l'abandon de l'un des principaux vaccins. Le gouvernement s'est toutefois assuré un approvisionnement d'environ 60 millions de doses d'autres vaccins, ce qui devrait permettre la vaccination des 14 millions d'adultes ciblés entre la mi-mai et le mois d'octobre. Depuis le 1^{er} mars, l'Afrique du Sud a assoupli ses mesures de freinage de l'épidémie et est repassée au niveau d'alerte le plus faible, qui prévoit un couvre-feu nocturne, la fermeture des restaurants et des activités de loisirs à partir de 23 heures, ainsi que le port du masque obligatoire dans les lieux publics.

Afrique du Sud



Source: Trésor d'Afrique du Sud; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°109.

StatLink  <https://stat.link/em8rki>


Afrique du Sud : Demande, production et prix

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Prix courants milliards de ZAR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
Afrique du Sud						
PIB aux prix du marché	4 659.2	0.8	0.2	-7.0	3.8	2.5
Consommation privée	2 756.5	1.8	1.0	-5.4	5.1	3.3
Consommation publique	967.9	1.9	1.5	0.5	0.5	0.6
Formation brute de capital fixe	873.2	-1.4	-0.9	-17.5	1.6	5.4
Demande intérieure finale	4 597.7	1.2	0.8	-6.3	3.5	3.0
Variation des stocks ¹	1.9	-0.2	0.0	-2.3	-0.7	0.0
Demande intérieure totale	4 599.6	1.0	0.7	-8.9	2.8	3.2
Exportations de biens et services	1 378.7	2.6	-2.5	-10.3	12.7	6.3
Importations de biens et services	1 319.1	3.3	-0.5	-16.6	9.2	8.8
Exportations nettes ¹	59.6	-0.2	-0.6	2.1	1.0	-0.6
Pour mémoire						
Déflateur du PIB	—	3.3	4.2	5.5	4.3	4.0
Indice des prix à la consommation	—	4.6	4.1	3.3	4.1	4.4
IPC sous-jacent ²	—	4.2	4.1	3.4	4.0	4.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.1	-4.6	-10.4	-9.0	-7.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.6	-3.0	2.2	1.7	0.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 109.

StatLink  <https://stat.link/rkma67>

L'économie se redresse

Si l'économie a fortement rebondi au dernier trimestre 2020, la reprise a été inégale selon les secteurs. La consommation des ménages a augmenté de 7.5 %, leurs dépenses étant principalement en hausse dans la restauration et l'hôtellerie. En hausse de 12 %, l'investissement a également apporté une contribution importante au rebond économique. Le secteur agricole a déjà renoué avec ses niveaux d'avant la crise, grâce à des conditions favorables en termes de précipitations. De son côté, l'activité minière bénéficie du dynamisme de la demande étrangère et du niveau des prix des produits de base. Le secteur manufacturier et la construction demeurent toutefois atones, en raison de la faiblesse de la demande et du déstockage, ainsi que de la persistance de goulots d'étranglement dans la production. Le secteur des services reste affecté, freiné par la faiblesse de l'activité dans le tourisme, le transport et le commerce.

La politique budgétaire continue de soutenir l'économie malgré des ressources restreintes

La politique monétaire reste accommodante. Malgré une légère hausse des anticipations d'inflation à long terme, la banque centrale sud-africaine a maintenu son taux de refinancement à 3.5 % depuis mars 2020, et les acteurs du marché prévoient qu'elle poursuivra sa politique accommodante jusqu'à la fin de l'année. Le gouvernement demeure déterminé à soutenir les entreprises et les ménages malgré une marge de manœuvre budgétaire limitée. Le dispositif de garanties de prêts mis en place en réponse à la crise du COVID-19 (qui avait atteint 18.1 milliards ZAR, soit 0.4 % du PIB, à la fin mars) a été prolongé de trois mois, jusqu'en juillet 2021. L'aide spéciale accordée aux ménages à bas revenu face à la crise et le

dispositif temporaire de revenus de remplacement ont été prolongés de trois mois. L'initiative concernant les dépenses d'emploi public a vu son enveloppe augmenter de 11 milliards ZAR (0.2 % du PIB) pour 2021-22.

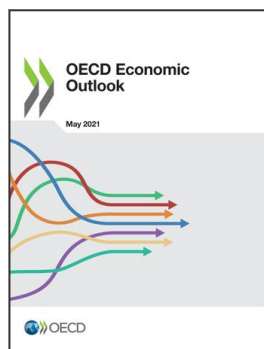
La vaccination doit s'accélérer pour permettre un rebond économique durable

La propagation du virus refluant, la croissance du PIB devrait fortement rebondir sur le reste de l'année. La consommation des ménages tirera la croissance, grâce au maintien des aides financières publiques aux ménages et aux travailleurs, et les consommateurs puisant dans l'épargne exceptionnelle accumulée l'an dernier. L'investissement tiré par la demande extérieure d'exportations se redressera sur la période de prévision et deviendra le principal moteur de la croissance à partir de la fin 2021.

La reprise mondiale et le niveau élevé des prix des produits de base soutiennent la croissance. Cependant, l'incapacité à maîtriser une augmentation de la dette publique pourrait saper la confiance des marchés et accroître les primes de risque associés, ce qui se traduirait par une augmentation des coûts d'emprunt. Les banques nationales sont exposées aux obligations d'État car elles se sont substituées aux investisseurs étrangers, la part des obligations qu'elles détiennent étant passée de 16.8 % à 22 % en 2020. Geler les traitements des fonctionnaires durant les négociations salariales en cours dans le secteur public est essentiel pour la crédibilité de l'engagement à limiter l'augmentation des dépenses publiques. Un déficit persistant de la production électrique freinerait l'activité économique. Enfin, si une campagne vaccinale rapide renforcerait la confiance des ménages et l'investissement, son échec nuirait à l'économie.

La mise en œuvre de réformes structurelles est essentielle à la reprise

Le retrait du soutien public aux entreprises et à l'emploi devra être progressif, pour garantir que les entreprises solvables ne fassent pas faillite par manque de liquidité. Le soutien à la liquidité apporté par la banque centrale au secteur bancaire sera nécessaire jusqu'à l'année prochaine au moins. Les dispositifs d'aide aux secteurs très touchés par la crise, comme le tourisme, ne devraient pas être supprimés trop tôt. La mise en œuvre du plan d'infrastructures du gouvernement et des réformes visant à réduire les coûts d'exploitation est essentielle à l'augmentation de la croissance potentielle. En outre, la restauration de la viabilité financière des entreprises publiques peut contribuer à l'investissement et à l'amélioration de la confiance. À mesure que la pandémie reflue, une politique du travail encourageant la création d'emplois sera nécessaire pour permettre de rattraper les 1.4 million d'emplois détruits depuis le début de la crise sanitaire, qui ont touché de manière disproportionnée les travailleurs peu qualifiés.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 1

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/edfbca02-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Afrique du Sud », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/2eada6ce-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.